

Pour une politique pragmatique de la sécurité

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

23 août 2013

Et revoilà le gouvernement socialiste, en proie à une nouvelle cacophonie née d'une discordance claire et publiquement affichée en plein cœur du mois d'août, entre Manuel Valls et Christiane Taubira, laquelle a reçu le soutien de Cécile Duflot. Si ce n'était la gravité du sujet, on pourrait très sérieusement s'interroger sur la réelle volonté des différents membres de ce gouvernement à jouer collectif pour renverser l'actuelle tendance négative de l'opinion. Même si cela ne suffira pas, c'est quand même un minimum de départ. Mais il semble que les uns et les autres sont plus enclins à jouer leur carte personnelle, tous persuadés d'avoir un destin national ; En la circonstance, le constat ne vaut pas pour Christiane Taubira. Même si elle a déjà été candidate à l'élection présidentielle, la Guyanaise est suffisamment intelligente pour ne pas se bercer de ce type d'illusions. Cécile Duflot elle, entend rester au gouvernement. Mais elle ne perd aucune occasion de montrer qu'elle est gênée aux entournures. Reste Manuel Valls. On pourrait le soupçonner de poser depuis un temps déjà des banderilles pour concourir au poste de Premier ministre et ce ne serait sans doute pas sans quelque raison. N'empêche. Le ministre de l'intérieur pose les vraies questions. Peut-on donner un signal de mansuétude ou de faiblesse aux délinquants alors que les foyers de violence s'enflamment de plus belle en France ? Je crois que non. Et comme de bien entendu la réponse vaut pour la Guadeloupe et sans doute encore plus, compte tenu des effets dévastateurs des braquages, agressions ou meurtres en séries sur l'opinion, dans un tout petit pays qui fonctionne avec les réflexes d'un microcosme. En réalité, le parti socialiste – mais cela vaut aussi pour l'UMP qui ne doit pas tomber dans l'excès contraire — doit faire preuve en la matière de pragmatisme. S'il est vrai qu'il vaut mieux prévenir que guérir. Si la maladie est déjà avérée, il faut bien la soigner. On peut prévenir pour le futur mais il faut répondre au présent. Or, une politique pragmatique voudrait qu'on se décide à construire de nouvelles prisons et

non tout faire pour éviter la prison aux délinquants ou pour les en enlever le plus vite possible, faute de places. Et là encore je prêche aussi pour notre chapelle. Une politique pragmatique c'est aussi de veiller à ce que les peines de substitution ou d'intérêts collectifs soient vraiment exécutées. Si ces deux premières mesures sont appliquées, il sera alors possible aux forces de police d'occuper vraiment le terrain, de traquer les trafiquants de drogue jusque dans leurs repères. Car s'il n'y a pas de place où les mettre en prison, je comprends qu'il ne soit pas vraiment utile de les arrêter. Sauf à répondre à un crime atroce qui défraiera encore la chronique. C'est ce qui s'appelle jouer petit bras au tennis.